

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1749

Artikel: Le Club de Rome s'installe dans la métropole de Suisse : le célèbre club de réflexion transfère son siège à Zurich, ville durable et créative autant que place financière

Autor: Jaggi, Yvette

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024443>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

atténuent cependant les effets de la concurrence, à la hausse comme à la baisse. Et c'est bien ainsi. Une évolution des prix en dents de scie perturberait gravement la gestion des exploitations agricoles. La

politique laitière de la Suisse tient donc la route au milieu des aléas des marchés internationaux. En réclamant une hausse massive des prix parce que les cours mondiaux s'envolent, Uniterre fourvoie

les agriculteurs. Le retour à l'ancien régime est non seulement politiquement impraticable, il est économiquement dommageable.

Le Club de Rome s'installe dans la métropole de Suisse

Le célèbre club de réflexion transfère son siège à Zurich, ville durable et créative autant que place financière

Yvette Jaggi (1er octobre 2007)

Bâle, Genève, Vienne et Madrid étaient aussi sur les rangs, pour accueillir le siège du Club de Rome et son secrétariat permanent, présentement sis à Hambourg. Si la candidature de Zurich l'a emporté, c'est tout d'abord grâce à l'engagement du président de la ville, Elmar Ledergerber, appuyé par Eberhard von Koerber, vice-président et trésorier du Club, par ailleurs PDG d'une société internationale de conseil basée à Zurich et très présent dans les fondations éthiques et culturelles allemandes, Philharmonie de Berlin en tête. Grâce aussi aux avantages offerts: une adresse de prestige sur les bords de la Limmat et une subvention de 1,820 million de francs pour cinq ans, comprenant la mise à disposition des locaux administratifs souhaités.

Le calendrier de l'opération aurait pu la faire échouer. En effet, un vice de forme ayant empêché le Conseil communal de traiter la proposition de la Municipalité comme prévu le 19 septembre, le Club de Rome, réuni à Madrid au début de la semaine dernière, a de fait choisi Zurich avant que Zurich accepte de l'inviter! Finalement, tout est rentré

dans l'ordre le 26 septembre avec un score somme toute assez net: 68 voix favorables au projet contre 25 non, avec 17 abstentions. L'UDC s'est opposée en vain au transfert et surtout à la subvention, que l'Alternative de gauche aurait voulu limiter à un demi-million pour solde de tout compte.

Mais Zurich avait d'autres attraits que financiers et immobiliers. Le Club de Rome l'a choisie pour "*l'analogie de ses préoccupations*", en clair pour sa politique durable. Quelle autre ville a-t-elle eu l'idée et le courage de formuler sa politique locale et prochaine dans la perspective de son développement à long terme, supputé sur près de deux décennies, à la manière de *Strategien Zürich 2025*? La publication de ce document en février dernier a fait sourire dans bien des hôtels de ville, où il a passé pour un signe supplémentaire de l'incurable arrogance régnant sur les bords de la Limmat. Alors qu'il s'agissait tout simplement de l'assomption par Zurich de la responsabilité liée à sa qualité d'unique métropole de Suisse. Une métropole où se concentrent de plus en plus de "*forces créatives*", installées en

ville et dans la nouvelle "*Science City*" constituée par le réseau de ses établissements de formation supérieure et de recherche. Le tout fait de Zurich une véritable puissance innovante.

Au reste, le débat autour de son transfert a permis d'en apprendre davantage sur le Club de Rome, ainsi nommé parce que fondé dans la Ville éternelle en 1968, qui est resté fort discret depuis la parution en 1972 du fameux rapport Meadows sur les limites de la croissance, traduit en 27 langues et diffusé à douze millions d'exemplaires dans le monde entier. Ignoré par les répertoires de think tanks, le Club se considère cependant comme tel, spécialisé dans l'analyse des questions environnementales et sociales qui se posent à l'échelle planétaire et dans la proposition de solutions à l'intention des décideurs, publics et privés. Depuis 2002, le Club de Rome dispose d'une filiale junior, rassemblant trente dirigeants âgés d'une trentaine d'années. On leur doit le thème dominant du prochain rapport, consacré à l'avenir de l'urbanisation globale.

Le Club compte une représentation dans 28 pays, dont une pour la Suisse, installée en 2005 auprès de l'EPF-Zurich et bientôt placée sous l'égide de Dieter Imboden,

président du Conseil national de la recherche. Parmi les cent personnalités des mondes scientifique, économique et politique membres du Club, on compte quatre Suisses, dont

l'ancien conseiller fédéral Kurt Furgler et Konrad Ostervelder, récent président *ad interim* de l'EPFZ et désormais recteur de l'Université des Nations Unies à Tokyo.

Pour comprendre et contrer les divagations du capitalisme

Un livre qui donne un semblant d'espoir

Jean-Daniel Delley (29 septembre 2007)

Les péripéties de l'économie mondiale vous donnent le tournis, les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises vous scandalisent, la bourse vous paraît aussi incompréhensible que l'énigme du Sphinx?

Plongez-vous sans tarder dans le petit livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *Le capitalisme est en train de s'autodétruire* (La Découverte/Poche). En 130 pages et dans un langage accessible, les auteurs décortiquent les dérèglements du capitalisme contemporain. Non pas pour condamner l'économie de marché, mais pour montrer comment elle pourrait contribuer à améliorer le sort du plus grand nombre.

Le paradoxe? Sur la planète, l'argent coule à flot. Mais l'épargne mondiale ne crée pas suffisamment de richesses durables. L'exigence de création de valeur pour les actionnaires a pris une telle importance que les entreprises ne vivent plus que dans le court terme. Afin d'atteindre des

taux de rentabilité des fonds propres démesurés – 15 à 20% –, la part revenant aux salaires est comprimé au profit des bénéficiaires. D'où la faiblesse de la demande et le moindre besoin en investissements de capacité. Les entreprises ne manquent pas d'argent; elles l'utilisent sans souci d'une croissance durable: rachat de leurs propres actions pour en augmenter le cours, dividendes élevés, opérations financières risquées, voir malhonnêtes. Alors que dans le même temps la croissance économique s'essouffle.

Sur les marchés financiers, le petit porteur a cédé la place aux intermédiaires – fonds d'investissement et de pensions, sociétés d'assurance –, en concurrence féroce pour acquérir des portefeuilles.

Dans leurs décisions, ces acteurs font preuve d'un mimétisme parfait: même composition de leurs portefeuilles, mêmes choix qui rejettent les rendements inférieurs à la moyenne. Cette obsession du court terme est

encouragée par des régulations publiques inadéquates qui fixent des règles communes aux investisseurs, quel que soit leur horizon temporel. Autant il est raisonnable d'exiger d'un investisseur à court terme qu'il dispose rapidement de liquidités, autant il est absurde d'imposer cette règle à un fonds de pension qui travaille dans le long terme. En accusation aussi les nouvelles règles comptables internationales, trop tournées vers le court terme.

Bref, un capitalisme allergique aux projets à long terme et qui ne fournit pas en suffisance des revenus consommables – emplois et salaires – ne peut survivre longtemps. A moins que les pouvoirs publics reviennent aux sources du libéralisme: le marché n'est pas une arène où s'affrontent des prédateurs, mais une organisation civilisée de l'échange fondée sur des règles sociales. Le capitalisme à la dérive suscitera-t-il le retour du politique?